

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances
D. REYNDERS

Art. 3. Dit besluit wordt van kracht op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1322

[C — 2003/03206]

25 MARS 2003. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour but d'une part d'adapter l'AR/CIR 92 et d'autre part de fixer l'entrée en vigueur de l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002.

La stimulation des nouvelles technologies et de la constitution de réseaux est une des priorités du gouvernement. Cette priorité est réalisée par la voie fiscale en insérant une exonération d'impôt pour les travailleurs qui ont la possibilité, via leur employeur, d'acheter une configuration complète de PC, des périphériques et une imprimante, une connexion internet et un abonnement à internet ainsi que le logiciel au service de l'activité professionnelle, dans le cadre d'un plan PC privé.

Cette exonération d'impôt est applicable dans le chef des travailleurs à l'intervention de l'employeur dans le prix d'achat total de ces éléments informatiques. L'intervention exonérée de l'employeur est limitée à 60 p.c. du prix d'achat (hors T.V.A.) que le travailleur a dû payer, avec une exonération maximale de cette intervention de l'employeur de 1.250 EUR par offre.

Cette exonération de l'intervention de l'employeur n'est en outre autorisée que si l'achat par le travailleur a eu lieu dans le cadre d'un plan organisé par l'employeur, sans que cet employeur n'ait été, à quelque moment que ce soit, propriétaire de ces éléments informatiques.

La tâche de l'employeur consiste, en tant qu'intermédiaire, à prévoir les contacts et l'organisation qui permettent au travailleur d'acheter une installation informatique complète chez une entreprise tierce, et ce de façon fiscalement favorable.

Le présent arrêté fixe un certain nombre de conditions auxquelles l'exonération doit satisfaire et qui ont pour objectif d'éviter les abus et de souligner la dimension sociale de cette mesure. On y précise que l'exonération n'est octroyée que lorsque le plan est applicable à tout le personnel et que chaque travailleur a la possibilité d'acheter dans les mêmes circonstances et conditions favorables.

L'exonération qui est établie par ce procédé ne viole en outre pas la réglementation actuelle en matière d'évaluation des avantages de toute nature.

En outre, l'arrêté fixe aussi le montant de l'avantage de toute nature survenant lorsqu'un travailleur utilise à des fins privées une installation informatique que l'employeur a mise à sa disposition à des fins professionnelles.

Enfin, l'entrée en vigueur de l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 est fixée en exécution de l'article 397 de la loi précitée.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'utilisation à des fins personnelles d'un PC de l'employeur, y compris le cas échéant de périphériques et/ou de l'imprimante, fait naître un avantage de toute nature imposable. Le présent article fixe forfaitairement cet avantage à 180 EUR par an.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1322

[C — 2003/03203]

25 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Zijne Majesteit voor te leggen heeft enerzijds tot doel het KB/WIB 92 aan te passen en anderzijds de inwerkingtreding vast te leggen van artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002.

Het stimuleren van de nieuwe technologieën en van het vormen van netwerken is één van de prioriteiten van de regering. Via de fiscale weg wordt die prioriteit verwezenlijkt door een belastingvrijstelling in te voegen voor de werknemers die via hun werkgever de mogelijkheid krijgen om in het kader van een PC-privé plan de aankoop te verrichten van een geheel van PC, randapparatuur en printer, internetaansluiting en internetabonnement, alsook de voor de bedrijfsvoering dienstige software.

Die belastingvrijstelling is in hoofde van de werknemers van toepassing op de tussenkomst die de werkgever doet in de totale aankoopprijs van die computerelementen. De vrijgestelde tussenkomst van de werkgever is beperkt tot 60 pct. van de aankoopprijs (exclusief BTW) die de werknemer heeft moeten betalen, met een maximale vrijstelling van die werkgeverstussenkomst tot 1.250 EUR per aanbod.

Die vrijstelling van de werkgeverstussenkomst wordt bovendien slechts toegestaan indien de aankoop door de werknemer is gebeurd in het kader van een door de werkgever georganiseerd plan, zonder dat die werkgever zelf ooit eigenaar van die computerelementen is geweest.

De taak van de werkgever bestaat erin om als tussenpersoon de nodige contacten en organisatie te voorzien die de werknemer toelaat om op een fiscaal gunstige manier een volledige computerinstallatie bij een derde-onderneming aan te kopen.

Dit besluit bepaalt een aantal voorwaarden waaraan de vrijstelling moet voldoen en die tot doel hebben misbruiken te voorkomen en het sociale belang van deze maatregel te onderstrepen. Er wordt bepaald dat de vrijstelling slechts wordt toegekend wanneer het plan op het gehele personeel van toepassing is en iedere werknemer de mogelijkheid tot aankoop heeft onder dezelfde omstandigheden en gunstvoorwaarden.

De vrijstelling die via deze werkwijze wordt ingesteld, doet verder geen afbreuk aan de huidige reglementering inzake de waardering van de voordelen van alle aard.

Bovendien legt het besluit ook het bedrag vast van het voordeel van alle aard dat ontstaat wanneer een werknemer een computerinstallatie die de werkgever hem voor beroepsdoeleinden ter beschikking heeft gesteld, voor privé-doeleinden gebruikt.

Tenslotte wordt de inwerkingtreding vastgelegd van artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 ter uitvoering van artikel 397 van de voormelde wet.

Commentaar op de artikelen

Artikel 1

Het persoonlijk gebruik van een PC van de werkgever, in voorkomend geval met inbegrip van de randapparatuur en/of de printer, doet een belastbaar voordeel van alle aard ontstaan. Dit artikel bepaalt dit voordeel forfaitair op 180 EUR per jaar.

L'utilisation à des fins personnelles d'une connexion internet, y compris l'abonnement à internet, mis gratuitement à disposition par l'employeur, fait également naître un avantage de toute nature imposable qui est fixé forfaitairement à 60 EUR par an.

Etant donné que l'article 1^{er} du projet d'arrêté royal résulte de l'article 36 du Code des impôts sur les revenus 1992 et non de l'article 38 du même Code, l'observation du Conseil d'Etat est sans objet.

Article 2

Cet article fixe les conditions auxquelles les plans PC privés sont subordonnés pour que l'intervention de l'employeur dans le cadre d'un tel plan puisse entrer en ligne de compte pour l'exonération prévue à l'article 38, alinéa 1^{er}, 17^o, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Une première condition est que l'offre de l'employeur d'intervenir soit décrite dans le plan.

Une deuxième condition prévoit, afin de souligner la dimension sociale de cette mesure, que les conditions reprises dans le plan doivent être identiques pour tous les travailleurs.

Une dernière condition fixe les exigences minimales auxquelles le plan PC privé est subordonné et qui ont principalement pour but d'éviter les abus :

- le plan doit donner une description complète du matériel à prendre en considération, ainsi que du logiciel au service de l'activité professionnelle;

- le plan stipule que le travailleur a la possibilité de choisir. En d'autres termes, le travailleur n'est pas obligé d'acheter une configuration complète de PC, mais il doit acheter au moins deux éléments de l'offre de l'employeur;

- l'intervention de l'employeur doit être donnée par appareil et par paquet de logiciels;

- l'intervention ne peut avoir lieu que pour du matériel à l'état neuf. Ceci exclut la vente de matériel d'occasion par l'employeur;

- l'intervention a lieu contre remise d'une copie certifiée conforme par le travailleur de la facture d'achat ou de la preuve de l'achat;

- lorsqu'un travailleur effectue un achat dans le cadre du plan, les mêmes éléments ne peuvent être achetés à nouveau dans le cadre d'un plan au plus tôt au cours de la troisième année suivant celle de l'achat initial.

Exemple

- offre au cours de l'année N : le travailleur choisit un PC et le logiciel au service de l'activité professionnelle;

- offre au cours de l'année N+1 : le travailleur choisit une imprimante et une connexion internet;

- offre au cours de l'année N+3 : le travailleur peut acheter à nouveau un PC mais pas d'imprimante.

Article 3

Cet article fixe l'entrée en vigueur de l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et du présent arrêté.

Article 4

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux, et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

25 MARS 2003. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment :

- l'article 36, alinéa 2;

- l'article 38, alinéa 1^{er}, 17^o, inséré par la loi-programme du 24 décembre 2002;

Het persoonlijk gebruik van een internetaansluiting, met inbegrip van het internetabonnement die door de werkgever kosteloos is ter beschikking gesteld, doet eveneens een belastbaar voordeel ontstaan, dat forfaitair wordt bepaald op 60 EUR per jaar.

Aangezien artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit voortvloeit uit artikel 36 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en niet uit artikel 38 van hetzelfde Wetboek, is de opmerking van de Raad van State zonder voorwerp.

Artikel 2

Dit artikel bepaalt de voorwaarden waaraan de PC-privé-plannen moeten voldoen opdat de tussenkomst van de werkgever in het kader van een dergelijk plan in aanmerking zou kunnen komen voor de vrijstelling als bedoeld in artikel 38, eerste lid, 17^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Een eerste voorwaarde is dat het aanbod van de werkgever om tussen te komen, in het plan wordt beschreven.

Een tweede voorwaarde bepaalt, teneinde het sociale belang van deze maatregel te onderstrepen, dat de voorwaarden die in het plan zijn opgenomen, dezelfde moeten zijn voor alle werknemers.

Een laatste voorwaarde bepaalt de minimumvereisten waaraan het PC-privé-plan moet voldoen en die voornamelijk tot doel hebben misbruiken uit te sluiten :

- het plan moet een duidelijke beschrijving geven van de in aanmerking komende apparaten, evenals de voor de bedrijfsvoering dienstige software;

- het plan bepaalt dat de werknemer vrij kan kiezen. Met andere woorden, de werknemer is niet verplicht een ganse PC-configuratie aan te schaffen, maar hij moet minstens twee onderdelen van het aanbod van de werkgever aanschaffen;

- de tussenkomst door de werkgever moet worden opgegeven per apparaat en per software-pakket;

- de tussenkomst kan alleen geschieden voor materieel in nieuwe staat. Dit sluit het doorverkopen van tweedehandsmaterieel van de werkgever uit;

- de tussenkomst gebeurt tegen afgifte van een door de werknemer eensluidend verklaard afschrift van de aankoopfactuur of van het aankoopbewijs;

- wanneer een werknemer een aankoop verricht in het kader van het plan, kan hij dezelfde elementen ten vroegste opnieuw aanschaffen in het kader van een plan in het derde jaar volgend op het jaar van de eerste aankoop.

Voorbeeld

- aanbod in de loop van jaar N : de werknemer kiest een PC en de voor de bedrijfsvoering dienstige software;

- aanbod in de loop van jaar N+1 : de werknemer kiest een printer en een internetaansluiting;

- aanbod in de loop van jaar N+3 : de werknemer kan opnieuw een PC aanschaffen maar geen printer.

Artikel 3

In dit artikel wordt de inwerkingtreding vastgelegd van artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 en van het onderhavige besluit.

Artikel 4

Dit artikel behoeft geen verdere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

25 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op :

- artikel 36, tweede lid;

- artikel 38, eerste lid, 17^o, ingevoegd door de programmawet van 24 december 2002;

Vu la loi-programme du 24 décembre 2002, notamment les articles 396 et 397;

Vu l'AR/CIR 92, notamment l'article 18, § 3, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1993, 18 février 1994, 7 mars 1995, 5 avril 1995, 6 mars 1996, 17 mars 1997, 20 mai 1997, 12 juin 1997, 2 juin 1998, 7 décembre 1998, 21 avril 1999, 25 avril 2000, 20 juillet 2000, 16 mars 2001, 13 juillet 2001 et 8 mars 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 février 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

- le présent arrêté fixe les avantages de toute nature concernant l'utilisation à des fins personnelles d'un PC ou d'une connexion internet mis gratuitement à disposition;

- les conditions auxquelles les plans PC privé doivent satisfaire pour que l'intervention de l'employeur dans le cadre d'un plan PC privé puisse entrer en ligne de compte pour l'exonération prévue à l'article 38, alinéa 1^{er}, 17^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, doivent également être déterminées;

- le Gouvernement a décidé que l'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et que le présent arrêté produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2003;

- en ce qui concerne les avantages de toute nature relatifs à l'utilisation à des fins personnelles d'un PC ou d'une connexion internet mis gratuitement à disposition, le précompte professionnel doit être retenu en 2003 sur les revenus professionnels des travailleurs assujettis à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 2004;

- les employeurs doivent être informés le plus rapidement possible des conditions auxquelles les plans PC privé doivent satisfaire;

- le présent arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Vu l'avis 35.034/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 18, § 3, AR/CIR 92, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1993, 18 février 1994, 7 mars 1995, 5 avril 1995, 6 mars 1996, 17 mars 1997, 20 mai 1997, 12 juin 1997, 2 juin 1998, 7 décembre 1998, 21 avril 1999, 25 avril 2000, 20 juillet 2000, 16 mars 2001, 13 juillet 2001 et 8 mars 2002, est complété par un point 10 rédigé comme suit :

« 10. Utilisation à des fins personnelles d'un PC ou d'une connexion internet mis gratuitement à disposition :

L'avantage est fixé forfaitairement à :

- 180 EUR par an pour un PC mis gratuitement à disposition;
- 60 EUR par an pour la connexion internet et l'abonnement à internet. »

Art. 2. Dans le chapitre I du même arrêté, la section VIII et l'article 19, abrogés par l'arrêté royal du 12 août 1994, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Section VIII. Plans PC privés

(Code des impôts sur les revenus 1992, article 38, alinéa 1^{er}, 17^o)

Gelet op de programmawet van 24 december 2002, inzonderheid op de artikelen 396 en 397;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op artikel 18, § 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1993, 18 februari 1994, 7 maart 1995, 5 april 1995, 6 maart 1996, 17 maart 1997, 20 mei 1997, 12 juni 1997, 2 juni 1998, 7 december 1998, 21 april 1999, 25 april 2000, 20 juli 2000, 16 maart 2001, 13 juli 2001 en 8 maart 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 februari 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

- dit besluit de voordelen van alle aard vastlegt met betrekking tot het persoonlijk gebruik van een kosteloos ter beschikking gestelde PC of internetaansluiting;

- tevens de voorwaarden worden bepaald waaraan PC-privé-plannen moeten voldoen opdat de tussenkomst van de werkgever in het kader van een PC-privé-plan in aanmerking kan komen voor de vrijstelling als bedoeld in artikel 38, eerste lid, 17^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

- de Regering heeft beslist dat artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 en dit besluit in werking treden op 1 januari 2003;

- inzake de voordelen van alle aard met betrekking tot het persoonlijk gebruik van een kosteloos ter beschikking gestelde PC of internetaansluiting, de bedrijfsvoorheffing in 2003 moet worden ingehouden op de beroepsinkomsten van werknemers onderworpen aan de personenbelasting voor aanslagjaar 2004;

- de werkgevers zo spoedig mogelijk moeten worden in kennis gesteld van de voorwaarden waaraan PC-privé-plannen moeten voldoen;

- dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Gelet op advies 35.034/2 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 18, § 3, KB/WIB 92, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1993, 18 februari 1994, 7 maart 1995, 5 april 1995, 6 maart 1996, 17 maart 1997, 20 mei 1997, 12 juni 1997, 2 juni 1998, 7 december 1998, 21 april 1999, 25 april 2000, 20 juli 2000, 16 maart 2001, 13 juli 2001 en 8 maart 2002, wordt aangevuld met een punt 10 dat luidt als volgt :

« 10. Persoonlijk gebruik van een kosteloos ter beschikking gestelde PC of internetaansluiting :

Het voordeel wordt forfaitair vastgesteld op :

- 180 EUR per jaar voor een kosteloos ter beschikking gestelde PC;
- 60 EUR per jaar voor de internetaansluiting en het internetabonnement. »

Art. 2. In hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, worden afdeling VIII en artikel 19, opgeheven bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, hersteld in de volgende lezing :

« Afdeling VIII. PC-privé-plannen

(Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 38, eerste lid, 17^o)

Article 19. Pour que l'intervention de l'employeur dans le cadre d'un plan PC privé puisse entrer en ligne de compte pour l'exonération prévue à l'article 38, alinéa 1^{er}, 17°, du Code des impôts sur les revenus 1992, les conditions suivantes doivent être remplies :

1. l'offre de l'employeur par laquelle il s'engage à intervenir dans le prix d'achat d'une configuration complète de PC, de périphériques et d'une imprimante, la connexion internet et l'abonnement à internet, ainsi que le logiciel au service de l'activité professionnelle, est décrite dans le plan PC privé;

2. les conditions qui sont reprises dans le plan doivent être identiques pour tous les travailleurs;

3. les conditions minimales auxquelles le plan est subordonné sont les suivantes :

a) la configuration complète de PC, de périphériques et d'une imprimante, la connexion internet et l'abonnement à internet, ainsi que le logiciel au service de l'activité professionnelle doivent être décrits dans le plan;

b) le plan stipule que le travailleur est libre de choisir tout ou partie du matériel décrit;

c) l'intervention de l'employeur doit être précisée pour chaque élément de l'offre;

d) l'intervention ne peut avoir lieu qu'à l'occasion de l'achat du matériel à l'état neuf;

e) l'intervention par l'employeur a lieu contre remise d'une copie certifiée conforme par le travailleur de la facture d'achat ou de la preuve de l'achat au nom du travailleur;

f) en ce qui concerne le matériel acheté antérieurement par le travailleur dans le cadre d'un plan PC privé, le plan doit stipuler qu'il ne peut être donné à nouveau suite à l'offre de l'employeur qu'au courant de la troisième année suivant celle de l'achat. »

Art. 3. L'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et le présent arrêté produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi-programme du 24 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Artikel 19. Opdat de tussenkomst van de werkgever in het kader van een PC-privé-plan in aanmerking kan komen voor de vrijstelling als bedoeld in artikel 38, eerste lid, 17°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, moeten de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1. het aanbod van de werkgever waarmee hij zich ertoe verbindt om tussen te komen in de aankoopprijs van een geheel van PC, randapparatuur en printer, internetaansluiting en internetabonnement, alsook de voor de bedrijfsvoering dienstige software, wordt beschreven in het PC-privé-plan;

2. de voorwaarden die in het plan zijn opgenomen moeten dezelfde zijn voor alle werknemers;

3. de minimumvoorwaarden waaraan het plan moet voldoen zijn de volgende :

a) het plan moet de beschrijving geven van het geheel van PC, randapparatuur en printer, internetaansluiting en internetabonnement, alsook de voor de bedrijfsvoering dienstige software;

b) het plan bepaalt dat het de werknemer vrij staat het geheel of slechts een gedeelte van het beschreven materieel te kiezen;

c) de tussenkomst van de werkgever moet per onderdeel van het aanbod worden opgegeven;

d) de tussenkomst kan enkel geschieden bij aankoop van materieel in nieuwe staat;

e) de tussenkomst door de werkgever geschiedt tegen afgifte van een door de werknemer eensluidend verklaard afschrift van de aankoopfactuur of van het aankoopbewijs op naam van de werknemer;

f) wat de materiële betreft, die een werknemer voorheen in het kader van een PC-privé-plan heeft aangeschaft, moet het plan bepalen dat slechts in de loop van het derde jaar volgend op het jaar van aanschaf opnieuw mag worden ingegaan op een aanbod van de werkgever. »

Art. 3. Artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Programmawet van 24 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1323

[C — 2003/03201]

27 MARS 2003. — Arrêté royal du 27 mars 2003
instaurant un système de déclaration électronique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés en matière d'E-government en vue d'aboutir à une simplification des processus administratifs au profit des citoyens et des entreprises.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1323

[C — 2003/03201]

27 MAART 2003. — Koninklijk besluit van 27 maart 2003
houdende invoering van een elektronisch systeem

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij zijne Majesteit ter ondertekening wensen voor te leggen, kadert in de vastgelegde doelstellingen inzake E-government teneinde te komen tot een vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten ten gunste van de burgers en ondernemingen.